

La lettre n°26.

du 13 février 2009

Nous n'avions pas eu la chance d'entendre Jean-Luc Touly à Saint Ouen l'Aumône.

Voici ce qu'il aurait pu nous dire...

Débat sur l'eau avec Jean-Luc Touly, à Bondy le 12 février 2009

Compte rendu du débat (extraits)

Vincent Duguet présente *Bondy autrement*, suite à une demande de la salle, et rappelle qu'une importante bataille sur la gestion de l'eau en Ile-de-France a eu lieu, avec la reconduction malheureusement de la même politique le 11 décembre 2008. Cela pose la question des suites à mener. Jean-Luc Touly, ancien salarié du concessionnaire est invité à en parler, il est un des intervenants les plus pertinents sur cette question en France. Si Bondy autrement a voulu traiter ce thème, en dehors des modes politiques, c'est dans le souci de suivre ce dossier jusqu'au bout. nous n'abandonnons donc pas cette question.

Jean-Luc Touly rappelle que le premier contrat a duré de 1923 à 1948 puis de 1948 jusqu'à 2010. Ce sont donc des contrats très longs...

L'UFC Que Choisir, puis l'élection municipale de 2008 ont changé la donne. S'il y eut une période où la plupart des gens se désintéressaient de cette question, cela a changé en peu de temps. La réélection de Santini, qui a eu lieu peu après les municipales, a été beaucoup plus compliquée que la précédente...

Il faut savoir que les élus du SEDIF touchent 850€, les vice-présidents beaucoup plus.

Le candidat de la gauche, Jacques Mahéas, a fait 22 voix de moins que prévu, mais c'est la première fois que Santini a pu se sentir menacé. Cependant on peut aussi se demander pourquoi une partie de la gauche a préféré voter contre son camp, et pour Santini...

Ensuite, Santini a voulu aller vite, et a commandé des études pour convaincre les élus de maintenir la gestion privée. Ceci, bien que l'UFC ait montré que 60% de bénéfice étaient faits, un taux inédit !

Au sein même de la Droite, Santini avait prévu l'allotissement (plusieurs entreprises privées), mais il ne le fera pas... du coup la bataille n'est pas définitivement perdue.

Depuis 1945, un accord entre les partis politiques partage les gros marchés entre PCF, PS, UMP. Il faut le dénoncer. Et il faut agir avant 2011, sinon on en prend pour 15 ans avec le nouveau contrat.

Le 12 mars aura lieu un colloque pour montrer qu'il y a plusieurs possibilités pour gérer l'eau: une régie de l'eau, la Délégation de Service Public (au privé), mais aussi des SEM (privé jusqu'à 30%, assez proche de la régie), ou des PME (mais en cours de rachat total par les multinationales).

En France aujourd'hui, 80% des usagers dépendent du privé (dont 97% dépendant des 3 multinationales : Veolia, Suez, La Saure), et 20% d'une régie publique.

A Bondy, le prix de l'eau au m³ est de 4,21€.

- Est-ce que la télérelève est viable ?

Jean-Luc Touly : Le but est de réduire les dépenses de personnel, il faudrait soi-même vérifier tous les 15 jours parce que si on a une fuite par exemple, en ne regardant qu'une fois par an, on n'a pas le temps de corriger. Si le compteur a plus de 14 ans, il faut le faire changer, c'est Veolia qui en est responsable. D'autant que l'abonnement qui correspond à l'entretien des compteurs ne se fait jamais. L'ensemble correspond à 600 millions d'euros par an. En 1853, quand la CGE a été créée, le principe adopté a été la facture et pas l'impôt, ce qui est injuste puisque les pauvres et les riches consomment à peu près la même quantité, et paient donc autant pour l'assainissement (les eaux usées). Veolia récupère cette taxe et la fait travailler avant de la reverser, ce qui peut faire jusqu'à 30% de bénéfice.

- Peut-on sortir du SEDIF ?

Jean-Luc Touly : C'est très difficile, ou impossible. Le Val de bièvre a essayé, Santini a dit oui, mais sans le réseau. Aujourd'hui, le SEDIF a mis en place une règle : il faut qu'une majorité des autres villes acceptent. Autant dire que c'est quasiment impossible. C'est comme pour l'intercommunalité, personne ne contrôle, les plus faibles sont dominés.

- Dans une copropriété, après le gardien, et le chauffage, l'eau est la troisième dépense.

Jean-Luc Touly : Une loi a prévu d'individualiser les compteurs en 2000 ou 2002. L'idée est de responsabiliser les gens en individualisant la facture en fonction de la consommation. Mais Veolia et Suez ont poussé à cela pour avoir plus de compteurs, et faire payer plus d'abonnements. D'autant que le diagnostic et les travaux doivent être faits, ce qui est de nouveau facturé par Veolia.

- Sur les campagnes sécheresse, les piscines privées, est-ce que ça n'a pas servi à alourdir le prix de l'eau ?

Jean-Luc Touly : Tout à fait. Il faut faire attention à la consommation mais les gens qui ont accès à l'eau, c'est 8% de la consommation totale dans le monde, les 92% c'est l'industrie et l'agriculture. D'autant que la consommation des particuliers baisse de 2% par an en moyenne. Un seul pays en Europe ne fait pas payer l'eau, l'Irlande, et pourtant ça fonctionne. Il serait logique que l'eau qui est bien vitale soit gérée par la société et pas par le privé. Le prix pour les gros consommateurs, par exemple les industriels, est moins cher, il faudrait faire l'inverse.

- A qui s'adresser quand on n'est pas satisfait ?

Jean-Luc Touly : A l'association locale ou aux élus, ou au SEDIF.

- Si le SEDIF revenait au public, quel impact financier cela aurait-il ?

Jean-Luc Touly : 50€ annuel pour une famille, c'est-à-dire 20%, voire même 40% d'économie dont 20% serviraient à l'investissement. Dans les nouveaux contrats de Veolia ou Suez, ces entreprises proposent des baisses qui vont jusqu'à 39%, mais ils sont encore bénéficiaires ! Ils le font pour maintenir leurs contrats.

- Les Verts à Bondy ont vu qu'il y avait un résidu du Roundup dans l'eau. La réponse de Santini est significative : au lieu de s'inquiéter de cette pollution, Santini demande que le commentaire de « non-conformité » soit adouci.

Jean-Luc Touly : Qu'est-ce qu'une eau potable ? A 49 gr, disons, elle n'est pas dangereuse, à 51, impropre ? Non, une eau propre c'est une eau qui n'a pas de pesticide.

- L'usine de Merry avec une technologie très nouvelle est-elle utile ?

Jean-Luc Touly : A cet endroit, ce n'est pas utile. En fait, cela permet de montrer cette technologie à des ingénieurs étrangers pour exporter cette technologie à l'étranger.